

**Résultats enquête grand public
sur la corruption, la
transparence budgétaire et la
connaissance des lois et
règlements budgétaires**

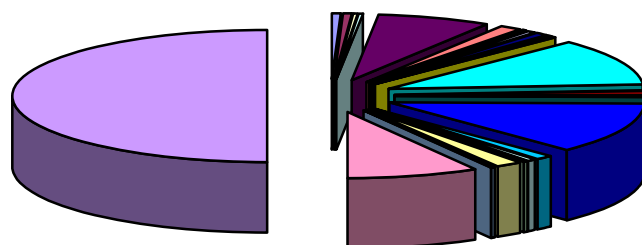
Décembre 2002

Echantillon et champ de l'étude

- Deux cent personnes (200) considérées appartenir à la catégorie « grand public » pour mesurer les perceptions et comportements concernant la corruption et la transparence budgétaire et financière. Elles résident dans la région de Dakar dans les communes de Dakar ; Rufisque, Bargny, Guédiawaye et Sangalkam
- Enquêtes de terrain : administration d'un questionnaire
- Exploitation et analyse des données

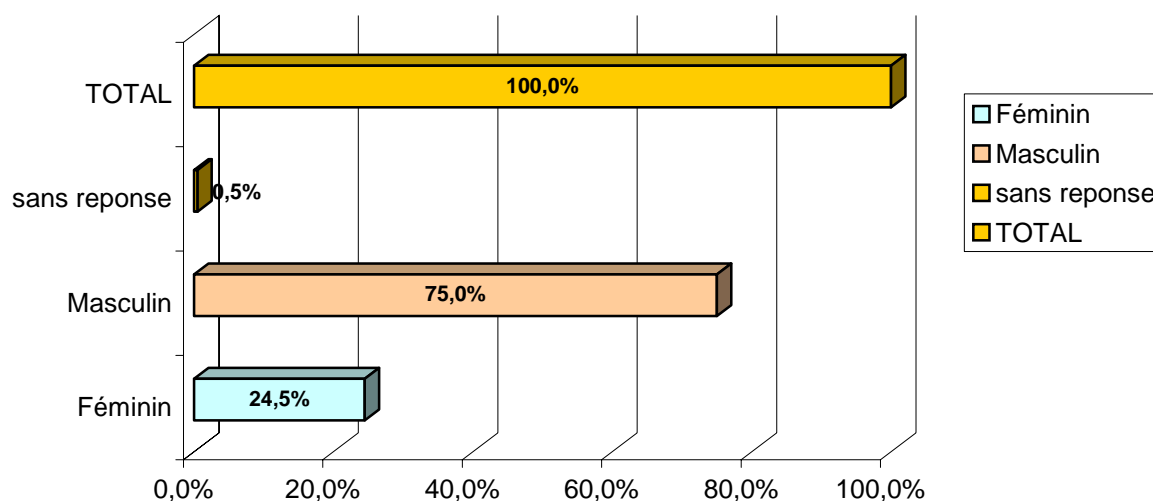
RESULTATS DE L'ENQUETE GRAND PUBLIC

GRAPH 1. Répartition de la population selon la localité



Le graphique 1 montre que la distribution de la population objet de l'enquête a été choisie en majorité au niveau des localités de Ngor (50 personnes vues), Guédiawaye (45 personnes), Sangalkam (33 personnes), Dakar (29), Dakar commune (5), Rufisque (7), Ouagou Niayes II (5), Lycée A. Sadji (4) et pour les autres localités le nombre d'individus sélectionnés varie de 1 à 2 personnes.

GRAPH 2. Répartition de la population en % selon le sexe



La répartition des personnes ciblées par l'enquête montre du point de la distribution des effectifs par sexe que les hommes ont été plus fortement vus (75) que les femmes qui ne représentent que le 1/3 de l'effectif des hommes soit environ 24,5% . En conséquence les avis ou appréciations qui ressortent des résultats de cette enquête n'engagent en réalité que les opinions formulées par les hommes.

TABLEAU 2. Répartition de la population selon leurs connaissances de l'existence de la corruption

REPONSES	POURCENTAGE
SANS REPONSE	1%
OUI	98 %
NON	1%
TOTAL	100%

Les réponses enregistrées auprès des enquêtés montrent que 98% des répondants estiment que la corruption existe bel et bien Sénégal . Ces chiffres montrent que cette pratique n'est pas méconnue de la population.

TABLEAU 3. Répartition de la corruption selon le niveau qu'elle se situe

LOCALISATION	POURCENTAGE
SANS REPONSE	62%
TOUS LES NIVEAUX	25,3%
ADMINISTRATION	6%
POLICE	1%
AUTRES SECTEURS	5,7%
TOTAL	100%

Dans l'ensemble, et de l'avis des répondants le niveau de localisation de la corruption se situe en majorité à tous les niveaux avec un score de 25,3% suivi de l'administration avec 6%, les autres secteurs avec 5,7% et enfin la police avec 1%. Cependant il faut noter que 62% de non réponse ont été constatée montrant ainsi que la localisation de la corruption n'est pas bien cernée par les enquêtés.

TABLEAU 4. Répartition de la population enquêtée selon leur perception de la manifestation de la corruption

REPONSES	POURCENTAGE
SANS REPONSE	63,7%
POTS DE VIN	13,2%
MARCHE GRE A GRE	5,2%
RAQUETTE	2,2%
CHANTAGE	2,2%
VIOLATION LOI	1,5%
PASSE DROIT	1%
AUTRE REPONSES	11%
TOTAL	100%

Dans l'ensemble beaucoup de répondants ne se sont pas exprimés sur la question avec un score avoisinant les 63,7%. Toutefois on peut noter que 13,2% des enquêtes estiment que les POTS DE VIN constituent l'une des grandes manifestations de la corruption suivie des pratiques de passation de MARCHE DE GRE A GRE avec 5,2%, le CHANTAGE et LA VIOLATION DE LA LOI avec 2,2% dans chacun cas et enfin le PASSE DROIT avec seulement 1%. Toutes les autres réponses qui n'ont vraiment pas de signification en terme de fréquence relative donne un cumul, une valeur 11%.

TABLEAU 5. Répartition de la population enquêtée selon leurs perceptions sur les causes de la corruption

REPONSES	POURCENTAGE
SANS REPONSE	42,3%
PAUVRETE	16,7%
REVENU FAIBLE	8,5%
CHOMAGE	4%
AUTRES REPONSES	28 ,6%
TOTAL	100%

La répartition des différentes réponses enregistrées auprès des enquêtés montre que la majorité ignore ou ne veut pas s'exprimer sur la question soit 42,3% de non réponse . Cependant pour tous ceux qui voulu donner leur avis sur cette question, la PAUVRETE arrive en premier avec un score de 16,7% suivi de la FAIBLESSE DES REVENUS avec 8,5%, le CHOMAGE incriminé par d'autres se situe à 4%. Quant aux autres réponses non significatives du point de vue de leur fréquence, elles concernent globalement une proportion de 28,6% de toutes les réponses confondues avec moins de 1% chacune.

TABLEAU 6. Répartition de la population enquêtée selon leurs connaissances du rôle que peuvent jouer les médias et les journalistes dans la lutte contre la corruption.

REPONSES	POURCENTAGE
OUI	78%
NON	20%
SANS REPONSE	2%
TOTAL	100

La distribution de fréquence montre que la majorité des répondants soit 78% pensent que les médias et les journalistes peuvent vraiment aider à lutter contre la corruption. Cependant il faut considérer que ceux qui estiment le contraire représentent une proportion significative 20% de la population objet de l'enquête. Seulement 2% n'ont pas exprimés un avis sur la question ; ce qui est très insignifiant par rapport à l'ensemble.

TABLEAU 7. Suggestions apportées par les répondants qui ont dit « OUI »

PRECISIONS	POURCENTAGE
SANS REPONSE	69,4%
DENONCIATION	14,6%
SENSIBILISATION	3,7%
DEBATS PUBLICS	2,3%
TOUTES AUTRES REPONSES CONFONDUES	10%
TOTAL	100%

Les suggestions données par les enquêtés qui répondu « OUI » à la question de savoir si les médias et les journalistes peuvent aider à lutter contre la corruption, 69,4% n'ont fait aucune suggestion. Par contre 14,6% estiment que c'est par la **Dénonciation** qu'il faut passer pour mener le combat, 3,7% pensent qu'il faut **Sensibiliser les populations** et 2,3% estiment qu'il **faut organiser des débats publics** qui correspondent aussi à une autre forme de sensibilisation.

Quant aux autres réponses elles sont très diverses mais prises chacune, elles ne donnent pas de fréquences intéressantes pour apprécier correctement les différentes idées. Nous retiendrons cependant **que si la Sensibilisation et les Débats publics veulent signifier la même chose** alors la tendance pour la **Sensibilisation serait de l'ordre de 6%**. Mais en tous les cas la Dénonciation reste fortement recommandée par les répondants.

Précisions apportées par les répondants qui ont dit « NON »

Précisions apportées par les répondants qui ont dit « NON »

Les précisions données par les répondants pour la même question donnent des fréquences insignifiantes dans l'ensemble allant de 0,2% à 0,3%.

Toutefois nous retiendrons que pour les mêmes proportions la peur des Représailles énoncée par certains répondants mérite d'être retenue.

On remarquera également que la proportion de gens n'ayant formulé aucune réponse reste élevée avec un score de 95,3%.

TABLEAU 8. Répartition de répondants selon leurs connaissances des autres qui peuvent aider en dehors des médias et des journaliste à la lutte contre la corruption

REPOSES	POURCENTAGE
SANS REPOSE	50,3%
CHEFS RELIGIEUX	4%
L'ETAT	4,8%
PARENTS	4,2%
POPULATION	2,2%
SOCIETE CIVILE	2,2%
ENSEIGNANTS	2,3%
AUTORITES	1,8%
TOUTES AUTRES REPOSES CONFONDUES	32,2%
TOTAL	100%

Globalement le taux des personnes n'ayant donné aucune réponse reste élevé avec un score de 50,3%. Toutefois parmi les répondants ayant donné leurs idées sur la question on note que 4,8% estiment que l'Etat peut jouer un rôle important dans cette lutte. Ensuite viennent les Parents et les chefs religieux avec respectivement 4,2% et 4%. Quant aux enseignants ils représentent une proportion de 2,3% suivis de la Société civile 2,2%, la Population 2,2% et les autorités avec 1,8%.

Toutes les autres réponses ne donnant pas une valeur significative représente dans leur totalité une proportion de 32,2% soit moins de 1% pour chaque type de réponse.

TABLEAU 9. Répartition de répondants selon leurs connaissances en ce qui concerne ce qu'il faut faire pour lutter contre la corruption

REPONSES	POURCENTAGE
SANS REPONSE	61,7%
SANCTIONNER	9,6%
DENONCER	2%
CIVISME	1,3%
TOUTES AUTRE REPONSES CONFONDUES	25,4%
TOTAL	100%

Les différentes recommandations formulées par les répondants vont de la Sanction (9,6%) au Civisme qu'il faut inculquer à la population (1,3%).

Néanmoins on note des propositions comme Dénoncer (2%). Les autres formes de réponses prises individuellement donnent des proportions inférieures à 1% et ne suscitent pas beaucoup d'intérêt. Cependant on peut observer un fort pourcentage de non réponse avec un score de 61,7% ce qui signifie que dans la majorité des cas les gens ne donnent pas souvent leur sentiments sur la question.

TABLEAU 10. Répartition de répondants selon leurs connaissances de l'existence de la transparence budgétaire au Sénégal

REPONSES	POURCENTAGE
OUI	17,5%
NON	52%
SANS REPONSE	28,5%
TOTAL	100%

La distribution des fréquences selon laquelle la transparence budgétaire existe ou non au Sénégal, va de 17,5% pour les gens qui pensent que cela existe contre 52% qui estiment que cette transparence n'existe pas du tout et 28,5% qui réservent leur opinion. La transparence budgétaire serait par conséquent un problème de l'avis de la majorité.

Répartition des enquêtés qui ont dit « OUI » et donnant Leur avis sur la manière dont la transparence se manifeste

La répartition des répondants selon leur avis sur la manière dont la transparence budgétaire se manifeste au Sénégal reste très faible par opinion prise à part (entre 0,2% et 0,7%). Ce qui reste à retenir c'est le taux important de gens qui ne se sont pas prononcés sur la question (89,7%). En conséquence la connaissance des procédures budgétaire reste un domaine qui semble être peu connu des répondants.

Répartition des enquêtés qui ont dit « NON » et donnant Leur avis sur le pourquoi de la non transparence budgétaire au Sénégal

Les mêmes observations que pour la question précédente restent valables en ce sens que les fréquences observées par rapport à cette question sont trop faibles pour signifier quelque chose (entre 0,2% à 0,5%). Toutefois la proportion de sans réponse reste encore très élevée avec 88,2%. Ceci dénote également ce qui a été dit plus concernant la méconnaissance des gens sur les question touchant au budget de l'Etat.

Les répondants estiment dans une proportion de 68,5% que les médias et les journalistes peuvent aider à l'amélioration de la transparence budgétaire contre 9,5% qui pensent le contraire et 22% sans avis sur la question. Globalement le rôle des médias et journalistes semble important de l'avis des répondants.

TABLEAU 11. Répartition des enquêtés selon leurs connaissances du rôle que les médias et les journalistes peuvent jouer dans l'amélioration de la transparence budgétaire

REPONSES	POURCENTAGE
OUI	68,5%
NON	9,5%
SANS REPONSE	22%
TOTAL	100%

Suivant les données du tableau, les répondants qui estiment que les médias et les journalistes peuvent aider à l'amélioration de la transparence budgétaire constituent 68,5% de la population vue à l'enquête contre 9,5% qui pensent le contraire et 22% sans avis sur la question. Globalement le rôle des médias et journalistes semble important de l'avis des répondants.

Réponses fournies par les enquêtés qui ont dit « OUI » à propos de comment les médias et les journalistes peuvent aider à améliorer la transparence budgétaire

Les fréquences observées par rapport à cette question ne donnent pas de réponses significatives. Dans l'ensemble les proportions gravitent autour de 0,2% à 0,8% pour chaque réponse. Toutefois comme pour les remarques faites à propos de toutes les questions relatives au budget les taux de non réponse restent fortement élevés (75,2%). Ceci dénote comme nous l'avons signalé plus haut que les questions relatives au budget demeurent encore ésotériques pour le commun des citoyens.

Réponses fournies par les enquêtés qui ont dit « NON » et les raisons invoquées sur l'incapacité des médias et journalistes à aider à l'amélioration de la transparence budgétaire

Les mêmes remarques que pour la question précédente restent valables pour cette question en ce sens les non réponses restent toujours élevés (97,7%) et les seules réponses fournies ne présentent pas d'intérêt particulier au regard des fréquences observées (0,2%) partout. Ceci confirme toujours l'ignorance des gens non initiés à tout ce qui a trait au budget.

Réponses fournies à propos des autres qui peuvent aider à améliorer la transparence budgétaire

Globalement les fréquences observées restent trop faibles pour permettre une appréciation convenable des réponses données (entre 0,2% à 1,5%). Toutefois 2,8% des répondants estiment que l'Etat peut aider en cela. Comme pour les autres questions, le taux de non réponse reste consistant avec 71,8% de l'effectif global.

Réponses fournies à propos de comment faire pour améliorer la transparence budgétaire

De même que pour toutes les questions relatives au budget les fréquences notées par rapport à la question demeurent peu significatives pour permettre une analyse pertinente (entre 0,2% à 1,2%). Globalement le taux de non réponse est toujours resté autour de 75,5% ce qui est encore consistant.

TABLEAU 12. Répartition des enquêtés selon leurs connaissances des principales lois qui régissent les finances publiques au Sénégal

REPONSES	POURCENTAGE
OUI	5%
NON	64%
SANS REPONSE	35,5%
TOTAL	100%

La répartition de la population objet de l'enquête montre que 5% des individus ont une connaissance des lois qui régissent les finances publiques contre 64% qui n'en ont aucune connaissance alors que 35,5% n'ont émis aucun avis sur la question. En tous les cas la population n'ayant aucune connaissance dans ce domaine reste fortement majoritaire.

Réponses fournies par les enquêtés qui ont dit « OUI » et pouvant énumérer quelques unes des lois qui régissent les finances publiques

Les valeurs observées ne permettent pas de donner une appréciation pertinente sur les réponses fournies par les enquêtes (entre 0,2% à 0,7%). Toutefois comme observé ailleurs la proportion de gens ne formulant pas de réponse reste trop forte avec 92,8% ce qui dénote encore de l'ignorance de la majorité des gens en ce qui concerne les questions budgétaires.

Réponses fournies par les enquêtés qui ont dit « NON » et devant fournir des précisions par rapport à leur réponse.

Les proportions demeurent toujours trop faible pour donner une appréciation pertinente sur les réponses (entre 0,2% à 0,7%). Toujours est-il que le taux de non réponse reste trop consistante dès que la question budgétaire est posée (86%). Toutefois la seule réponse susceptible d'être retenu parmi l'ensemble des réponses est celle relative à l'ignorance avec 6% de score.

TABLEAU 13. Répartition des enquêtés selon leurs connaissances du rôle que les médias et les journalistes peuvent apporter à l'amélioration des connaissances sur les lois et règlements budgétaires au Sénégal

REPONSES	POURCENTAGE
OUI	69,5%
NON	5,5%
SANS REPONSE	25%
TOTAL	100%

Dans l'ensemble 69,5% des répondant pensent que les médias et les journalistes peuvent aider à l'amélioration des connaissance sur les lois et règlements budgétaires contre 5,5% qui sont d'avis contraire et 25% de sans réponse. Quoiqu'il en soit on notera toujours que les sans restent toujours élevés.

Réponses fournies par les enquêtés qui ont dit « OUI » et pouvant dire comment les médias et les journalistes peuvent aider à améliorer les connaissances en matière de lois et règlements budgétaires

Les fréquences observées restent très faibles pour l'ensemble des réponses donnent et ne permettent de dégager des appréciations pertinentes (0,2% à 0,7%) dans bien cas. Toutefois 2% des répondants estiment qu'il faut informer le public sur la question. Cependant les taux de non réponse restent fortement élevés (73,2%) ce qui démontre encore la méconnaissance des gens sur toutes les questions en rapport avec les finances publiques.

Réponses fournies par les enquêtés qui ont dit « NON » et devant préciser pourquoi les médias et les journalistes ne peuvent pas aider à l'amélioration des connaissances en ce qui concerne les lois et règlements budgétaires

Comme les observations précédentes les proportions sont considérablement faibles pour l'ensemble des réponses fournies (entre 0,2% à 0,5%). Le taux de non réponse reste comme toujours trop élevé (98,3%) démontrant l'ignorance quasi certaine des enquêtés sur le sujet.

Réponses fournies par les enquêtés à propos des autres en dehors des médias qui peuvent aider à améliorer les connaissances sur les lois et règlements budgétaires au Sénégal

Globalement les pourcentages observés sur les réponses demeurent faibles et ne permettent de dégager des appréciations pertinentes (entre 01% à 0,4%). Toutefois 1,7% et 1,1% des répondants estiment respectivement que les ONG et l'ETAT peuvent jouer un rôle dans cette affaire.

En ce qui concerne la proportion des non répondants elle reste encore consistante avec un score de 73,5% ce qui traduit toujours le niveau d'ignorance du grand public sur les question budgétaires.

Réponses fournies par les enquêtés à propos de ce qu'il faut faire pour améliorer la connaissance du grand public sur les lois et règlements budgétaires

Les observations montrent des fréquences absolument faibles pour permettre des appréciations valides sur les différentes réponses (entre 0,2%0,7%). Le taux de non réponse reste fort important avec 73% confirmant une fois de plus la méconnaissance du sujet par le grand public.

